



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE



MARS 277

Octobre
Oktober

2
0
1
6

Editeur responsable – Verantwoordelijk uitgever ; Bernard Scorza

National Syndicat der Militairen vzw – Syndicat National des Militaires asbl
27, Rue Ferdinand Elbersstraat – Brussel 1080 Bruxelles

02/468.27.01

0478/36.93.50

snmnsm@gmail.com

www.snm-nsm.be

Sommaire

- Flash Défense – 30 juin & 15 juillet 2016
- L'Ecole royale militaire, une institution universitaire en démantèlement
- L'heure des mauvaises nouvelles approche à l'armée: les casernes de Tournai et Nivelles vont fermer
- La Suède a annoncé mercredi le rétablissement du service militaire
- EUTM (European Union Training Mission)
- La Belgique veut acheter des frégates avec les Pays-Bas
- CONSEIL DES MINISTRES

Samenvatting

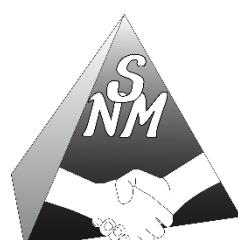
- Flash Defensie – 30 juni & 15 julie 2016
- Opnieuw naar de kazerne op 18 ?
- Belgische generaal Eric Harvent komt aan het hoofd van EU-missie in Mali
- België en Nederland gaan samen twee fregatten kopen
- 'Wij mogen niet naïef zijn over investeringen in defensie, maar regering moet betere visie voorleggen'
- MINISTERRAAD

AGENDA

25/10/2016	JOBDAY AU BATAILLON DE CHASSEURS À CHEVAL (BATAILLON ISTAR)
08/11/2016	JOBDAG BIJ HET BATALJON JAGERS TE PAARD (BATALJON ISTAR)
03/11/2016	JOURNÉE DÉCOUVERTE À L'ECOLE ROYALE MILITAIRE
16/11/2016	JOBDAG IN HET BATALJON ARTILLERIE
30/11/2016	JOURNÉE DÉCOUVERTE À L'ECOLE ROYALE DES SOUS-OFFICIERS VERKENNINGSDAG KONINKLIJKE SCHOOL VOOR ONDEROFFICIEREN
07/12/2016	CENTRE D'INFORMATION SPÉCIALISÉ MARINE À ZEEBRUGES GESPECIALISEERDE INFOMIDDAG MARINE

Détails sur www.mil.be

Bijzonderheden op www.mil.be



FLASH DEFENSE – 30 Juin 2016 : Un avenir solide pour la Défense

Chers militaires, en vos grades et qualités,
Chers membres civils de la Défense,
Collègues,

Je me réjouis énormément de pouvoir vous annoncer aujourd’hui que nous avons obtenu un accord ambitieux au sein du gouvernement concernant la vision stratégique de la Défense.

Le gouvernement a pris acte de la vision stratégique qui permettra à la Défense d’obtenir les moyens nécessaires à court et à long terme afin de lui permettre de remplir ses missions.

A partir de demain vous pourrez consulter l’intégralité du texte de la vision stratégique sur mon site web: www.vandeput.fgov.be. Je vous invite tous à parcourir ce texte avec tout votre sens critique. Car c'est dans cette vision que les contours de votre Défense seront dessinés à l'horizon 2030. J'aimerais cependant vous expliquer certains éléments qui sont à mon sens très importants :

Premièrement :

Nous nous positionnons comme une Défense **équilibrée, multilatérale et solidaire** à l'encontre de nos partenaires : l'OTAN, l'EU et les Nations Unies. Ceci va de pair avec une augmentation globale de l'effort de la Défense vers 2030 qui se situera dans la moyenne actuelle des membres européens de l'OTAN qui ne sont pas équipés de la puissance nucléaire et la moyenne des membres de l'OTAN. Cela donne un pourcentage du PIB entre 1,2 et 1,5 pourcent.

Aujourd’hui nous sommes tombés en-dessous de 1% et nous sommes l'avant dernier pays membre de l'OTAN en terme de solidarité. Avec cette décision nous rétablissions la situation.

Deuxièmement:

Pendant cette législature, **200 millions d'Euros** seront libérés afin d'investir dans le matériel à **court terme**. C'est nécessaire afin de pallier entre autres les manques actuels en ce qui concerne le matériel individuel et les véhicules de combat des forces armées, afin d'assurer l'opérationnalité de nos avions de combat et de prévoir l'avenir de nos frégates.

Troisièmement:

J'ai reçu du gouvernement un mandat clair afin de lancer différents dossiers d'investissements importants. Il s'agit entre autres des futurs avions de combat, des frégates, des chasseurs de mines, des drones et des véhicules de combat pour les forces armées. Pour 2030, un montant de 9,2 milliards d'euros d'investissements a été déterminé.

Nous allons définitivement évoluer vers une armée plus petite, mais une armée équipée du meilleur matériel. Nous allons vers 25 000 FTE dont 1000 fonctions civiles. Nous allons moderniser la politique HR, en étroite concertation avec nos partenaires sociaux, avec l'intention de créer un cadre pour une armée jeune et mobilisable et qui doit positionner la Défense comme un employeur attractif.

De plus, lors de cette législature nous prendrons les mesures nécessaires afin de continuer à augmenter fortement le nombre de recrues de manière à contrer le flux de militaires qui partiront à la pension dans les dix prochaines années.

Nous allons nous concentrer de plus en plus sur nos tâches militaires. Les autres tâches seront outsourcées autant que possible vers des partenaires.

En 2030 les proportions entre les coûts de personnel, les moyens de fonctionnement et les investissements évolueront plus logiquement vers des équilibres raisonnables. Nous allons rationnaliser et optimaliser les processus et les structures d'Etat-Major au sein de la Défense.

Les 20 derniers mois, j'ai souvent répété que je préférais un accord lent mais bon à un accord rapide et mauvais. C'est un choix politique qui comporte des risques dans une société et un environnement médiatique qui exigent des décisions rapides et qui vivent de conflits. Je tiens à vous exprimer de tout mon cœur que le verre est à moitié plein et pas à moitié vide.

Je suis conscient qu'il y aura toujours des critiques. Mais aujourd’hui il existe un texte qui dessine très clairement le futur afin de donner une nouvelle impulsion à la totalité de notre département.

Car cet accord ne concerne pas seulement les nouveaux avions de chasse et les navires. Non cet accord donnera à nouveau à la Composante Terre les moyens dont elle a besoin afin de remplir ses missions. Les avions et les navires ne sont en fin de compte rien sans leur personnel : en investissant dans un matériel individuel moderne, ce plan investit dans les jeunes soldats et le recrutement pendant cette législature est déjà renforcé.

C'est la première fois qu'à l'occasion d'un plan de restructuration on ne supprime pas la moindre unité de combat de l'armée. On n'a donc pas touché au core business.

Vous démontrez tous les jours votre plus-value comme partenaire de sécurité au sein d'un environnement sécuritaire plein de défis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire. Vous donnez le meilleur de vous-mêmes chaque jour dans des circonstances difficiles et vous méritez un avenir rempli d'espoir.

Aujourd’hui le gouvernement a démontré concrètement sa reconnaissance envers la Défense et il a aussi démontré qu'il lui reconnaît toute son importance. Et la Défense c'est vous tous. Et vous pouvez en être fiers.

FLASH DEFENSE – 15 Juillet 2016 : Mises en place des généraux

Sur proposition du ministre de la Défense, chargé de la fonction publique Steven Vandeput, le Gouvernement a décidé la mise en place suivante :

Le général aviateur Gerard Van Caelenberge, chef de la Défense, quitte le service actif le 13 juillet 2016 et est remplacé par le général Marc Compernol à la même date.

Le ministre de la Défense, chargé de la fonction publique et le chef de la Défense ont décidé les mises en place suivantes:

- Le général Joseph Van den put, chef de la Maison Militaire du Roi, quitte le service actif le 1er janvier 2017 et sera remplacé par le général-major Thierry Vandeveld, Ir le 30 septembre 2016.
- Le vice-amiral Michel Hofman, adjoint Opérations du sous-chef d'état-major du département d'état-major Opérations et Entraînement (Dacos Ops) devient sous-chef d'état-major du département Opérations et Entraînement le 13 juillet 2016 et devient de la sorte le numéro 2 de la Défense. Il est remplacé par le général-major Johan Peeters à la même date.
- Le général-major aviateur Thierry Dupont, Ir, est devenu *Commander Combined Air Operations Centre Uedem* le 30 juin 2016.
- Le général-major d'aviation Luc Roelandts, Ir, deviendra le chef de la division Marchés publics de la Direction générale *Material Resources*.
- L'amiral de flottille Georges Heeren, Ir, commandant de la Composante Marine, quitte le service actif le 1er octobre 2016 et sera remplacé par l'amiral de division Wim Robberecht.
- Le colonel breveté d'état-major Eric Harvent a été commissionné au grade de général de brigade le 17 mai 2016 pour devenir le 3 juillet 2016 *Mission Commander* auprès de l'*European Union Training Mission* au Mali.
- Le colonel d'aviation Martin De Pauw, Ir, est commissionné au grade de général de brigade d'aviation le 25 juillet 2016 pour devenir le 29 juillet 2016 *Assistant Chief of Staff (ACOS) J6* auprès de la *Belgian Participation in Supreme Headquarters Allied Powers Europe*.
- Le général de brigade Pascal Laureys, *Assistant Chief of Staff (ACOS) J4 Logistics* auprès de la *Belgian Participation in Joint Forces Command Headquarters Brunssum*, devient *ACOS J5* auprès de la *Belgian Participation in Joint Forces Command Headquarters Brunssum* le 1er août 2016.
- Le général de brigade Xavier Watteeuw, *Assistant Chief of Staff (ACOS) Defence Planning* auprès de la *Belgian Participation in Headquarters Supreme Allied Commander Transformation* devient le 29 juillet 2016 adjoint du Représentant permanent de la Belgique auprès du Comité Militaire de l'Union européenne.
- Le colonel breveté d'état-major Michel Pihard est commissionné au grade de général de brigade le 12 septembre 2016 pour devenir le 30 septembre 2016 *Deputy Chief of Staff Rear Support Command* auprès de la *Belgian Participation in Headquarters Rapid Reaction Corps France*.

*Marc Compernol
Général
Aide de camp du Roi
Chef de la Défense*

*Steven Vandeput Ministre de la Défense,
Ministre de la Défense,
Chargé de la Fonction publique*

FLASH DEFENSIE – 24 maart 2016 : Een sterke toekomst voor Defensie

*Beste militairen in al uw rangen en standen,
Beste burgers van Defensie in al uw hoedanigheden,
Collega's,*

Ik ben enorm verheugd dat ik u vandaag kan aankondigen dat we binnen de regering een ambitieus akkoord hebben bereikt over de Strategische Visie voor Defensie. De regering heeft immers akte genomen van een strategische visie die aan het departement op korte én lange termijn terug de middelen zal geven om zijn taken naar behoren uit te oefenen.

Vanaf morgen zal u de integrale tekst van de Strategische Visie voor Defensie terugvinden op mijn website: www.vandeput.fgov.be. Ik nodig jullie allen uit om deze tekst met veel kritische zin te lezen. Want in deze visie worden de contouren uitgetekend van hoe jullie Defensie er tegen 2030 zal uitzien. Ik wil jullie toch al graag enkele elementen toelichten die voor mij persoonlijk erg belangrijk zijn:

Ten eerste:

We positioneren ons als een gebalanceerde en multilateraal solidaire Defensie ten opzichte van onze partners: de NAVO, de EU en de VN. Dit gaat gepaard met een globale stijging van de defensie-inspanning naar 2030 toe, die zich zal situeren tussen het huidig gemiddelde van de Europese NAVO-lidstaten zonder de kernmachten en het huidig algemeen gemiddelde van de Europese NAVO-lidstaten. Dat verrekent zich naar een percentage van het bbp dat zich situeert tussen 1,2 en 1,5 procent.

Vandaag zakken we onder de 1 % en zijn we het op één na laatste NAVO-land als het aankomt op solidaire input. Met deze beslissing trekken we dat terug recht.

Ten tweede:

Er zal nog deze regeerperiode 200 miljoen euro worden vrijgemaakt, vanuit een begrotingsfonds van Defensie, voor investeringen in materieel op korte termijn. Die zijn o.a. noodzakelijk om reeds een eerste aanzet te geven aan het doorbreken van de huidige tekorten inzake individueel materieel en gevechtsvoertuigen voor de landstrijdkrachten, de operationaliteit van onze gevechtsvliegtuigen te blijven verzekeren en de toekomst voor onze fregatten uit te tekenen.

Ten derde:

Ik heb van de regering een duidelijk mandaat gekregen om verschillende belangrijke investeringsdossiers op te starten. Dat gaat onder andere over de toekomstige gevechtsvliegtuigen, de fregatten, de mijnenbestrijdingsschepen, de drones en de gevechtsvoertuigen voor de landstrijdkrachten. Tegen 2030 zal er voor 9,2 miljard euro aan investeringen worden vastgelegd.

We zullen uiteindelijk evolueren naar een kleiner leger, maar wel een kleiner leger dat op en top modern uitgerust zal zijn. We gaan naar 25.000 voltijdequivalenten (VTE's), waarvan 1.000 burgerfuncties. We zullen het hr-beleid moderniseren, in nauw overleg met de sociale partners, met als opzet een kader te creëren voor een jong en inzetbaar leger waarbij Defensie zich moet positioneren als een goede en aantrekkelijke werkgever.

Daarenboven zullen we nog deze regeerperiode maatregelen nemen om de huidige rekruteringsaantallen aanzienlijk verder te verhogen om tegemoet te komen aan de hoge uitstroom van militairen die de komende tien jaar met pensioen zullen gaan.

We zullen opnieuw meer en meer focussen op onze militaire kerntaken. Andere zaken zullen we zoveel mogelijk outsourcen naar partners.

Tegen 2030 zullen de verhoudingen tussen personeelskosten, werkingsmiddelen en investeringen dan ook logischerwijs evolueren naar gezonde evenwichten. We zullen de stafstructuren en de processen binnen Defensie rationaliseren en optimaliseren.

Ik heb de afgelopen twintig maanden vaak herhaald dat ik liever traag een goed akkoord heb, dan snel een slecht akkoord. Dat is een politieke keuze die risico's met zich meebrengt in een samenleving en een mediaomgeving die schreewt om snelle beslissingen en teert op conflicten. Wel ik wil u vandaag op het hart drukken dat het glas halfvol is en niet halfleeg. Ik besef dat er altijd kritiek zal zijn. Maar vandaag ligt er een tekst die heel duidelijk de contouren creëert om opnieuw zuurstof te geven aan ons volledig departement.

Want dit akkoord gaat niet alleen over nieuwe gevechtsvliegtuigen en schepen. Nee, dit akkoord zal ook de Landcomponent opnieuw de middelen geven die hij nodig heeft om zijn taken uit te voeren. De vliegtuigen en schepen van de landmacht zijn immers hun mensen: dit plan investeert in jonge soldaten door te investeren in modern individueel materiaal en we voeren de rekruttering deze regeerperiode al fors op.

Het is voor de eerste keer dat tijdens een herstructureringsplan er geen enkele gevechtseenheid van de landmacht wordt afgeschaft. Aan de core business wordt dus niet geraakt.

Jullie tonen iedere dag opnieuw in een zéér uitdagende veiligheidsomgeving jullie meerwaarde in binnen- en buitenland als belangrijke veiligheidspartner. Jullie geven iedere dag het beste van jezelf in moeilijke omstandigheden en verdienen een sterke en hoopvolle toekomst.

Vandaag heeft de regering in daden getoond dat ze Defensie erkentelijk is en belangrijk vindt. En Defensie dat zijn jullie allemaal. En daar mogen jullie trots op zijn.

*Steven Vandeput
Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken*

FLASH DEFENSIE – 24 maart 2016 : Inplaatsstellingen opperofficieren

Op voorstel van minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken Steven Vandeput, heeft de regering de volgende inplaatsstelling beslist:

Generaal vlieger Gerard Van Caelenberge, chef Defensie, verlaat de werkelijke dienst op 13 juli 2016 en wordt op dezelfde datum opgevolgd door generaal Marc Compernol.

De Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken en de chef Defensie hebben de volgende inplaatsstellingen beslist:

- *Generaal Joseph Van den put, hoofd van het Militair Huis van de Koning, verlaat op 1 januari 2017 de werkelijke dienst en wordt op 30 september 2016 opgevolgd door generaal-majoor Ir. Thierry Vandeveld.*
- *Viceadmiraal Michel Hofman, adjunct Operaties aan de onderstafchef van het stafdepartement Operaties en Training (DACOS Ops) wordt op 13 juli 2016 onderstafchef Operaties en Training en wordt de facto nummer 2 van Defensie. Hij wordt op dezelfde datum opgevolgd door generaal-majoor Johan Peeters.*
- *Generaal-majoor Ir. vlieger Thierry Dupont, werd op 30 juni 2016 Commander Combined Air Operations Centre Uedem.*
- *Generaal-majoor van het vliegwezen Ir. Luc Roelandts, zal chef van de Divisie Overheidsopdrachten van de Algemene Directie Material Resources worden.*
- *Flottielje-admiraal Ir. Georges Heeren, Commandant van de Marinecomponent, verlaat op 1 oktober 2016 de werkelijke dienst en zal worden opgevolgd door divisieadmiraal Wim Robberecht.*
- *Kolonel stafbrevethouder Eric Harvent werd op 17 mei 2016 aangesteld in de graad van brigadegeneraal om op 3 juli 2016 Mission Commander te worden bij de European Union Training Mission in Mali.*
- *Kolonel van het vliegwezen Ir. Martin De Pauw, wordt op 25 juli 2016 aangesteld in de graad van brigadegeneraal om op 29 juli 2016 Assistant Chief of Staff (ACOS) J6 te worden bij de Belgian Participation in Supreme Headquarters Allied Powers Europe.*
- *Brigadegeneraal Pascal Laureys, Assistant Chief of Staff (ACOS) J4 Logistics bij de Belgian Participation in Joint Forces Command Headquarters Brunssum, wordt op 1 augustus 2016 ACOS J5 bij de Belgian Participation in Joint Forces Command Headquarters Brunssum.*
- *Brigadegeneraal Xavier Watteeuw, Assistant Chief of Staff (ACOS) Defence Planning bij de Belgian Participation in Headquarters Supreme Allied Commander Transformation, wordt op 29 juli 2016 adjunct van de Permanente Vertegenwoordiger van België bij het Militair Comité van de Europese Unie.*
- *Kolonel stafbrevethouder Michel Pihard wordt op 12 september 2016 aangesteld in de graad van brigadegeneraal om op 30 september 2016 Deputy Chief of Staff Rear Support Command te worden bij de Belgian Participation in Headquarters Rapid Reaction Corps France.*

*Marc Compernol
Général
Vleugeladjudant van de Koning
Chef Defensie*

*Steven Vandeput Ministre de la Défense,
Minister van Defensie,
Belast met Ambtenarenzaken*

L'Ecole royale militaire, une institution universitaire en démantèlement

Aujourd'hui en Europe, les officiers belges sont parmi les plus conscients de leur citoyenneté européenne, les plus aptes à fonctionner dans des structures multinationales. Cet acquis, la réforme Vandeput va le galvauder.



Cette semaine, dans nos institutions universitaires civiles, ont lieu les premières ouvertures de l'année académique nouvelle. Le moment est donc propice pour sensibiliser à la fois le monde académique et l'électeur au démantèlement de l'Ecole royale militaire (ERM), orchestré par le gouvernement fédéral MR/N-VA et consorts. Ce gouvernement ne se contente pas de flamandiser à outrance nos institutions fédérales, dont l'ERM: dès qu'il le peut, il sape leurs fondations, il recourt systématiquement à l'outsourcing ou à la privatisation, considérant que les institutions publiques coûtent trop cher.



L'analyse du plan stratégique pour la Défense pour la période 2015-2030, adopté avec retard le 29 juin 2016 par ce gouvernement, dépasse l'objet de la présente carte blanche. Constatons qu'il est plus un ensemble d'illusions que l'expression d'une vision cohérente de l'avenir de nos forces armées. C'est particulièrement le cas dans le domaine de la formation. Ce plan dispose, en effet, (p. 121 sv.) que "*la formation académique actuelle à l'ERM [sera] fortement rationalisée. Le nombre de spécialisations [en] sciences sociales et militaires [SSMW] et [en] polytechnique diminuera fortement. La durée de la formation du master en sciences sociales et militaires diminuera d'un an.*"

Cet emploi du futur n'est guère de mise: cette partie du plan est déjà en cours d'exécution, avec une précipitation suspecte et des acrobaties juridiques qui risquent fort de poser problème, car ce gouvernement ne montre aucun respect pour la Constitution, la législation et la réglementation existantes.

La situation dans la faculté SSMW est la suivante: le projet d'arrêté royal fixant le programme de formation à l'ERM pour l'année académique 2016-2017 définit la première de quatre années d'étude, ce qui est illégal: la loi applicable prévoit cinq années. Une conséquence de cette illégalité est que tout échec durant cette formation en 2016-2017 sera juridiquement contestable devant le Conseil d'Etat.

Lors de l'incorporation des élèves de 1^{re} année, le 16 août 2016, ils ont, semble-t-il, été contraints de signer une déclaration attestant que, bien qu'ils ont été recrutés pour effectuer 5 années d'études débouchant sur un master accrédité, ils acceptent de ne faire que 4 années, dont ils ignorent qu'elles ne sont pas accréditées. Cette déclaration ne peut avoir qu'un caractère purement informatif: elle ne couvre nullement l'illégalité commise par l'actuel ministre de la Défense.

Désinvestissement

Quant au contenu du nouveau programme SSMW, il s'inspire de celui en vigueur au cours de la guerre froide, et non de ce dont la Défense a besoin au XXI^e siècle: les opérations actuelles demandent de plus en plus de "soft skills", car les officiers sont de plus en plus chargés de tâches "extra-militaires" ou de nature politique (relations avec les autorités locales, avec la population locale, avec les autres contingents, etc.). La méconnaissance des sciences du comportement humain et de la culture est à l'origine de bien des désastres militaires, notamment en Irak et en Afghanistan. Les difficultés rencontrées là-bas ont remis au centre des opérations le fait de gagner le cœur et l'esprit des populations locales, par l'action globale. La bonne compréhension du théâtre d'opérations et de ses acteurs est la condition sine qua non pour espérer un succès durable. C'est pourquoi le manuel de contre-insurrection américain de 2006 souligne l'importance du "terrain humain" et rappelle que les membres d'autres sociétés peuvent avoir une autre approche de la rationalité, de ce qu'est un comportement approprié, de la religion ou encore des normes liées au genre. Grâce à l'adaptation de l'ERM à Bologne dans les années 1999-2009, les officiers belges sont aujourd'hui en Europe parmi les plus conscients de leur citoyenneté européenne, les plus aptes à fonctionner dans des structures multinationales. Cet acquis, la réforme Vandeput va le galvauder. Par ailleurs, le désinvestissement encore accentué par ce gouvernement rend de moins en moins nécessaires les compétences "techniques": le ministre actuel n'a guère acheté jusqu'à présent qu'une centaine de jeeps, qui sont entretenues dans le secteur civil et non en ateliers militaires. Enfin, pour les jeunes officiers, un master en quatre ans, non accrédité, est préoccupant, puisqu'on parle de plus en plus de carrière mixte, militaire puis civile: il est plus facile de se retrouver du travail avec un diplôme de master accrédité en cinq ans.



Recherche et technologie en berne

L'avenir de la recherche à l'ERM est tout aussi préoccupant que celui de son enseignement. Alors que le plan stratégique prône "*le transfert de savoir, de technologie et d'emplois au bénéfice de notre société*", force est de constater que le ministre actuel de la Défense, comme son prédécesseur, n'affecte qu'environ 0,2% de l'effort de défense à la R&T (Research & Technology), soit un dixième seulement des 2% prescrits par l'Agence européenne de défense. Ce ministre de la Défense raconte que son successeur, à partir de 2022, consentira à un investissement supplémentaire dans la R&T. Mais qui le croira? Aujourd'hui, les équipes de recherche constituées grâce à l'action de mon prédécesseur Jean-Pol Poncelet et à la mienne sont déjà à moitié démantelées. En 2022, il faudra repartir à zéro, et constituer des centres d'excellence de niveau européen, cela prend 20 ans...

Or, de longue date, la faculté polytechnique de l'ERM est une référence, notamment en matière d'armes de guerre et d'explosifs, pour nos forces armées, pour les unités spéciales de la police fédérale, pour la Justice. Et aussi pour la Justice des Pays-Bas, qui lui a confié une recherche sur l'avion de ligne abattu sans doute par les insurgés dans l'est de l'Ukraine. Cette faculté a su analyser l'évolution des technologies nécessaires aux forces armées belges pour contrer les menaces qui émergent en Europe et dans son voisinage. Parmi celles-ci, l'étude du comportement dynamique des matériaux permet la protection des troupes amies et de leurs



infrastructures contre les risques posés par les conflits asymétriques ou hybrides, et par le terrorisme. La faculté polytechnique contribue non seulement à la cybersécurité au sein de la Défense, par l'évaluation de la sécurité des systèmes d'information et de communication, la diffusion de conseils pour améliorer leur sécurité, pour identifier les menaces et les sources de vulnérabilité dans les systèmes informatiques, mais aussi au sein de la société civile: depuis cette nouvelle année académique cette faculté participe au nouveau master en cybersécurité proposé en co-diplomation par l'ULB, l'UCL, l'UNamur, l'ERM, la HEB et la HELB.

Mais pour combien de temps encore? Le plan stratégique annonce d'une part une réduction supplémentaire de 39% de l'enveloppe en personnel de l'ERM, et d'autre part, "une diminution de 40 à 50% du cadre prévu actuellement et une diminution de 20 à 30% des coûts de fonctionnement globaux actuels (y compris les coûts en personnel et en investissement)", ce qui en prépare la fermeture, comme chez Caterpillar à Gosselies.



Poudre aux yeux

Dans ces conditions, la "stratégie pour le soutien accru de nos intérêts de sécurité par le biais de nos institutions de recherche nationales et de notre industrie" évoquée dans le plan stratégique n'est que de la poudre aux yeux. L'écart est énorme entre les objectifs et les moyens disponibles, particulièrement à court et moyen termes.

Il est urgent de faire comprendre à l'opinion publique que le gouvernement n'intègre pas les menaces qui pèsent sur notre sécurité et notre défense. Les leçons des attentats du 22 mars ne sont guère tirées, les budgets supplémentaires mis à disposition des services ne compensent pas les coupures antérieures, et les obstacles administratifs font que ces crédits ne sont en pratique guère utilisables. Si l'opinion ne réagit pas, notre Défense sortira exsangue de cette législature, et l'ERM moribonde.

André Flahaut
Ministre d'Etat

L'heure des mauvaises nouvelles approche à l'armée: les casernes de Tournai et Nivelles vont fermer

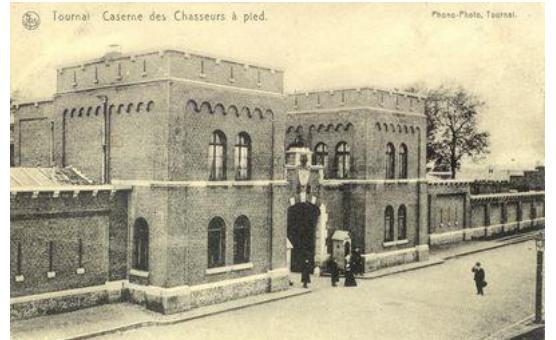
L'heure des mauvaises nouvelles approche à l'armée. Côté francophone, il sera très probablement question des fermetures des quartiers militaires de Nivelles et Tournai.

Fin juin, le gouvernement validait la [vision stratégique](#) de la Défense. Celle-ci prévoit notamment la diminution du personnel militaire de 32 000 à 25 000 membres (équivalents temps plein) à l'horizon 2030, entraînant son lot de fermetures de casernes, de réorganisations internes et de fusions d'unités.

Le ministre de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), a formulé à cet égard une proposition au gouvernement.

Ce plan directeur (puisque c'est son nom) se fonde sur le travail préparatoire de l'état-major de l'armée effectué en tenant compte des équilibres géographiques et démographiques. Selon nos informations, aucune des bases majeures de l'armée ne ferma ses portes, à l'exception de celles de Coxyde et Tielen.

"*Nous voulons absolument éviter les grands déplacements de population, comme cela s'est peut-être passé précédemment,* a voulu rassurer M. Vandeput, [mercredi](#), en commission de la Défense du Parlement fédéral. *Je veux so uligner que je n'ai pas pour ambition de fermer quoi que ce soit.*"



Pas de grand chambardement

Les propos du ministre confirment ceux tenus ces derniers mois par des sources gouvernementales et militaires indiquant que l'armée ne vivra plus de grand chambardement comme à l'époque du plan de transformation 2009-2014 de l'ancien ministre de la Défense, Pieter De Crem (CD&V).

Côté francophone, il paraît quasiment acquis que les principales bases seront maintenues. Essentiellement celles de Marche-en-Famenne, Flawinne, Florennes, Beauvechain, Arlon, Spa et même Eupen. En revanche, les craintes des députés PS Stéphane Crusnière et Paul-Olivier Delanois, qui interrogeaient mercredi le ministre à la Chambre, semblent justifiées.

D'une part, la pharmacie militaire de [Nivelles](#) fermera très certainement ses portes. Ses tâches de production et de stockage de médicaments seraient alors externalisées et donc confiées à un acteur privé. D'autre part, le centre de formation logistique de [Tournai](#) devrait être relocalisé à Peutie (Vilvorde, au nord de Bruxelles).



Les hélicos vers Ostende

De son côté, le quartier de [Bastogne](#) devrait être définitivement abandonné par la Défense. Depuis le plan De Crem, il ne se résume déjà plus qu'à un simple hangar accueillant des pièces de collection du musée royal de l'Armée.

En Flandre, la saignée risque d'être plus douloureuse.

La base aérienne de [Coxyde](#) est dans le viseur du ministre et de l'état-major. Les hélicoptères de sauvetage en mer qu'elle accueille, seraient relocalisés à l'aéroport civil d'Ostende. L'idée de créer un musée de l'Air à Coxyde en y expédiant les collections du musée de l'Armée, c'est du "*bla-bla*", assure un connaisseur du dossier.

L'autre grosse fermeture attendue au Nord serait celle du quartier de [Tielen](#) où est basé le 3e bataillon de parachutistes. Plusieurs centaines de militaires sont concernés.

Le centre logistique d'Ypres, l'orchestre de la force aérienne à [Berlare](#) ou encore le centre de contrôle du trafic aérien militaire de [Semmerzake](#) fermeront aussi leurs portes.



Concernant Semmerzake, l'idée serait de confier la tâche à Belgocontrol, déjà en charge du trafic aérien civil.

Le plan directeur du ministre Vandeput va maintenant être discuté au gouvernement. Il devrait être approuvé sans trop de difficulté par le MR, seul parti francophone de la majorité. C'est surtout entre les partenaires flamands (N-VA, CD&V et Open VLD) que le débat sera vif.

Le SLFP Défense déplore être mis de côté

Le SLFP Défense déplore jeudi que le plan de l'état-major sur les quartiers généraux visant à rationaliser les structures d'appui de l'armée ne lui ait toujours pas été présenté. Hier/Mercredi, le ministre de la Défense Steven Vandeput avait confirmé à la Chambre que les implantations militaires de Nivelles (pharmacie) et Tournai (formation) étaient au coeur de ces discussions. Le syndicat militaire souhaite que l'on veille à la garantie d'une répartition géographique correcte sur l'ensemble du territoire. "La future répartition géographique de la Défense sera réalisée en tenant compte de plusieurs facteurs dont les dispositions de la Vision stratégique, l'accord de gouvernement, le bien-être du personnel et les décisions politiques prises au sein du gouvernement", a souligné le ministre, rappelant que la Vision stratégique de la Défense, présentée en juin dernier, courait jusqu'à 2030 et que dès lors l'élément démographique n'était pas à négliger. "Il faut éviter les grands transferts de personnel", a-t-il dit.

Le SLFP Défense réagit jeudi en s'opposant à "toute fermeture de quartier avec pour conséquence des problèmes pour nos militaires et leur famille". "Ils méritent mieux que cela !", insiste le syndicat, qui souhaite "éviter un drame humain".

Rudy Demotte s'oppose à un départ de l'armée à Tournai

Le bourgmestre empêché de la Ville de Tournai, Rudy Demotte s'est opposé à une fermeture éventuelle de la caserne militaire Ruquoy à Tournai. "Délocaliser la caserne Ruquoy : c'est porter un coup à l'économie de toute une région", martèle Rudy Demotte. Plus de 400 militaires sont attachés à la caserne tournaisienne, centre de formation logistique reconnu, intégré au centre de compétence Appui. Depuis plusieurs mois, le député fédéral Paul-Olivier Delannois (PS), par ailleurs échevin délégué à la fonction maioriale à Tournai, ne cesse de questionner le gouvernement fédéral sur l'avenir de la caserne militaire Ruquoy mais il n'obtient pas de réponse.

Selon les dernières informations, une fermeture semble à l'ordre du jour. "L'inquiétude du personnel militaire est grande et légitime", estime Rudy Demotte, opposé à cette fermeture. "Plus de 400 militaires sont attachés à la caserne tournaisienne, centre de formation logistique reconnu, intégré au centre de compétence Appui. Quelque 200 familles vivent à Tournai ou alentours. A travers les formations résidentielles, près de 3.000 à 3.500 militaires participent à la vie locale. Tournai accueille une présence militaire



depuis 1830, cette présence historique a toujours été gage d'un dynamisme économique. Décider de délocaliser les activités de la caserne Ruquoy, adaptée, rénovée, c'est porter un coup certain à l'économie de toute une région mais c'est aussi délibérément fermer la dernière caserne bilingue du pays", considère Rudy Demotte.

Un transfert des lieux de justice vers Mons inquiète aussi les autorités communales tournaisiennes, soutenues par les autres communes de Wallonie picarde. Un transfert serait aussi un coup pour l'économie locale.

Geen enkel artikel in het Nederlands gevonden



Opnieuw naar de kazerne op 18 ?

Steeds meer stemmen om verplichte leger- en burgerdienst weer in te voeren
Eén jaar verplichte leger- of gemeenschapsdienst voor elke 18-jarige. Dat voorstel van de Vrijdaggroep, een denktank van 25- tot 35-jarigen, krijgt veel bijval. Ook minister van Jeugd Sven Gatz is pro.

De dienstplicht is nooit helemaal uit beeld verdwenen sinds toenmalig CVP-minister Leo Delcroix hem in 1994 in de diepvriezer stopte. Maar waar het de voorbije decennia grijze heren als André Flahaut (nu 61) en Charles-Ferdinand Nothomb (nu 80) waren, zijn het nu de jongeren zelf die met het idee komen. Via de Vrijdaggroep, een twintigtal jonge denkers die hun ideeën loslaten op de samenleving.

Met nu dus: een nieuwe leger- of gemeenschapsdienst.



La Suède a annoncé mercredi le rétablissement du service militaire à partir de 2018, sa suppression en 2010 ayant compliqué le recrutement de l'armée alors que le pays se veut mieux préparé à se défendre.



Selon les conclusions d'un rapport rédigé par une ancienne députée pour le ministère de la Défense, le service militaire obligatoire serait rétabli pour tous les Suédois nés après 1999. La mesure est assurée d'être adoptée au Parlement, faisant l'objet d'un consensus entre le gouvernement de gauche et l'opposition de centre-droit.

En 2010, le pays, qui n'a pas connu de conflit armé sur son territoire depuis plus de deux siècles, avait fait disparaître la conscription, instaurée pour la première fois en 1901 mais jugée inadaptée aux besoins d'une armée moderne.

Il a suffi de cinq ans pour constater que la carrière militaire avait très peu d'attrait pour les générations n'ayant jamais franchi la porte d'une caserne.

"Recrutement plus stable"

Quelque 4.000 jeunes Suédois devraient être appelés sous les drapeaux chaque année.

"J'espère que nous allons trouver une voie vers un mode de recrutement plus stable, robuste et fonctionnel", a déclaré lors d'une conférence de presse le ministre de la Défense, Peter Hultqvist.

Depuis deux ans qu'il est pouvoir, son gouvernement a choisi d'augmenter les crédits aux militaires, alors que dans les deux décennies ayant suivi la fin de la Guerre froide l'armée avait été mise à la diète. Mi-septembre, elle a fait son retour de manière permanente sur l'île de Gotland en mer Baltique, sur fond de spéculations sur la capacité du pays à défendre son territoire contre la Russie.

Le rétablissement de la conscription "est une proposition intelligente puisque nous voyons depuis un certain nombre d'années que le volontariat ne suffit pas pour fournir l'armée en soldats, à la fois en quantité et en qualité", a commenté un chercheur de l'École des hautes études sur la défense, Johan Österberg, interrogé par l'agence de presse TT.

La Suède n'est pas membre de l'OTAN, mais a souscrit au Partenariat pour la paix, programme lancé en 1994 pour développer la coopération militaire entre l'Alliance atlantique et les pays non-membres.

Belgische generaal Eric Harvent komt aan het hoofd van EU-missie in Mali

De Belgische generaal Eric Harvent is vandaag aan het hoofd gekomen van de Europese opleidingsmissie in Mali (EUTM-Mali). Het Belgische contingent in het West-Afrikaanse land stijgt van 90 naar 175 manschappen. Ondanks een vorig jaar afgesloten vredesakkoord doen zich, vooral in het noorden, nog regelmatig aanslagen voor door islamistische groeperingen.

Tijdens een ceremonie in de Malinese hoofdstad Bamako heeft Harvent het commando overgenomen van de Duitse brigadegeneraal Werner Albl, die de missie sinds eind vorig jaar leidde. België was tijdens die ceremonie vertegenwoordigd door onder meer luitenant-generaal Marc Compernol, chef operaties en opleiding, en luitenant-generaal Claude Van de Voorde, kabinetschef van Defensieminister Steven Vandepoot.

De regering-Michel besliste begin februari de aanwezigheid in Mali te versterken, enerzijds door ze te verdubbelen en anderzijds door de EU-missie te leiden. EUTM-Mali wordt daarmee de belangrijkste Belgische militaire operatie in het buitenland. De beslissing is een gevolg van het Franse bijstandsverzoek na de aanslagen van 13 november in Parijs.

Sinds mei 2014 zijn een negentigtal Belgische militairen ontvoerd in Mali in het kader van EUTM-Mali. De missie is in totaal 580 mensen, met 26 nationaliteiten, sterk.

Van de goed tachtig Belgen die deze maand naar Mali trekken, zijn er dertig functies bij de staf en de omkadering van de opleiding. Vijfenvijftig anderen zullen de Malinese troepen opleiden.

België broedt op "nichedeelname" aan vredesmissies



EUTM (European Union Training Mission)

Le général de brigade Eric Harvent, a été nommé commandant de la mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali). Avec le Lieutenant Colonel BEM Goudeman, Chef de Corps actuel des chasseurs ardennais. Ils ont décollés en direction de Bamako ce matin 27 juin 2016.

La mission EUTM Mali aide à la reconstitution de forces armées maliennes efficaces et responsables, qui soient en mesure d'assurer la sécurité à long terme du Mali et de rétablir l'intégrité territoriale du pays, sous le contrôle des autorités civiles. À cet effet, l'EUTM Mali dispense des formations aux unités des forces armées maliennes et met en place une capacité de formation autonome. La mission fournit également des conseils aux autorités maliennes pour la réforme de l'armée. La mission a été lancée le 18 février 2013. Son mandat a été récemment prolongé jusqu'au 18 mai 2018. Elle a son quartier général à Bamako, Mali.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'approche globale de l'UE en matière de sécurité et de développement dans la région du Sahel.



90 Chasseurs Ardennais ont quitté la Belgique ce 12 septembre pour une mission au Mali.

Ils étaient 90 à quitter Melsbroek ce 12 septembre au matin, direction Koulikoro au Mali. Au total, on compte maintenant 160 soldats de l'armée belge en mission au Mali.

Les Chasseurs Ardennais se sont d'abord longuement entraînés au camp Roi Albert de Marche-en-Famenne avant de partir ce matin en Afrique pour accomplir la mission Force Protection qui s'inscrit dans le cadre de l'EUTM. Les soldats partis ce matin de Melsbroek seront chargés de protéger des installations, des instructeurs mais également du personnel de l'EUTM. Dans cinq jours, 33 autres militaires rejoindront ce contingent à Koulikoro. Le bataillon des Chasseurs Ardennais est parti pour une mission de 4 mois et il devra remplacer le Bataillon Bevrijding- 5 Linie de Bourg Léopold.



Ons land wil meer bijdragen aan vredesoperaties van de Verenigde Naties, maar met "nichecapaciteit". Dat werd vandaag vernomen in de entourage van minister van Defensie Steven Vandepoot (N-VA), na afloop van een conferentie in Londen.

België heeft de VN voorbeeld voorgesteld in 2018 gedurende zes maanden een C-130 transportvliegtuig te laten deelnemen aan de missie voor de stabilisering van Mali.

Minister Vandepoot meent immers dat stabiliteit in de Sahel (Mauritanië, Mali, Burkina Faso, Niger en Tsjaad) van "primordiaal" belang is voor de veiligheid in Europa. België staat ook aan het hoofd van de Europese opleidingsmissie van het Malinese leger. Het Belgische contingent zou bovendien uitbreiden naar 175 militairen.

Defensie buigt zich ook over andere pistes om concrete bijdragen te leveren, in niches, aan VN-operaties. België is kandidaat om in 2019-2020 te zetelen als niet-permanent lid binnen de Veiligheidsraad.

De Morgen – 08/09/2016

België en Nederland gaan samen twee fregatten kopen

België en Nederland gaan samen twee fregatten kopen. Dat meldt Wim Robberecht, de nieuwe admiraal van de Belgische marine. De investering is goed voor een miljard euro. Het is voor het eerst dat ons land samen met onze noorderburen zo'n grote gezamenlijke militaire aankoop doen.

"We werken al 20 jaar samen met de Nederlanders", zegt Robberecht aan VRT Nieuws. "We onderhouden samen, we vormen en plannen samen. En nu gaan we voor het eerst ook samen de schepen vervangen." De admiraal laat wel nog vallen dat hij niet uitsluit dat er nog met andere Europese partners wordt samengewerkt. De vervanging van de fregatten is een investering van een miljard euro.

La Belgique veut acheter des frégates avec les Pays-Bas

La Belgique souhaite acquérir avec les Pays-Bas de nouvelles frégates pour sa marine, a indiqué mardi Wim Robberecht lors de son investiture en tant que commandant de la marine à Zeebrugge. Aucune décision politique n'a toutefois été prise pour l'instant à ce sujet Outre-Moerdijk, a précisé une source gouvernementale néerlandaise interrogée par l'ANP.

Dans la vision stratégique pour la Défense approuvée par le gouvernement belge, l'achat de deux frégates est envisagé. Environ un milliard d'euros a été prévu pour cette acquisition qui devrait être réalisée avec la marine néerlandaise, avec laquelle la Belgique collabore depuis plusieurs années en matière de formation, d'entretien et de logistique.

Si l'achat de frégates avec les Pays-Bas est concrétisé, il s'agira de l'investissement le plus important réalisé conjointement par les deux marines.



'Wij mogen niet naïef zijn over investeringen in defensie, maar regering moet betere visie voorleggen'

Ook pacifisten moeten niet naïef zijn over de noodzaak van bijkomende investeringen in defensie. Maar dan moet men een betere visie kunnen voorleggen om de extra miljarden te verantwoorden, vindt Ruben Degraeve van de Vrijdaggroep.

Vorige week trok premier **Charles Michel** naar de NAVO-top in Warschau met in zijn zak een fiat van de regering voor een verhoging van 's lands defensieuutgaven naar zo'n 9,2 miljard, oftewel 1,3% van het bbp.

Of men nu een voorstander is van het sterk leger of niet: het kan niet ontkend worden dat de Belgische defensie jarenlang is ondergefinancierd. Nochtans dient ons leger, met die beperkte middelen, al ruim een half jaar als laatste redmiddel om de ene na de andere crisis te bedwingen. Als de gemiddelde soldaat niet bezig is met een Brusselse straat te patrouilleren, wordt hij wel opgeroepen om de orde te handhaven bij één of andere cipiersstaking.



Dit terwijl defensie voor één van de grootste uitdagingen in de geschiedenis staat. Op 22 maart van dit jaar werd het duidelijk dat de meest tastbare en reële bedreiging, IS, doorgedrongen is tot binnen onze landsgrenzen. Experten zijn het eens dat alle beschikbare middelen prioritair moeten worden aangewend om terreuracties te voorspellen en te voorkomen.

Daarbij zijn de internationale samenwerkingsverbanden zoals het European Defence Agency en de NAVO zelden zo cruciaal geweest. België moet daar zijn - weliswaar bescheiden - bijdrage aan leveren. Onze defensie kan op zichzelf geen betekenisvol geheel vormen. Nooit breekt de dag aan dat Clinton eerst naar de Wetstraat belt wanneer Rusland haar vlag in Kaliningrad of Crimea plant.



De visienota van Defensie situeert de investeringen ruwweg op vier zogenaamde "capacitaire dimensies": *de landstroepen, de zeemacht, de luchtmacht* en haar moderne broertje *"cyber"*. Als speerpunt wordt meteen naar voor geschoven dat België zal overgaan tot de aankoop van **34 nieuwe multi-inzetbare vliegtuigen**. Prijskaartje: 3,5 miljard. Daarnaast wordt er ingezet op het contingent van *elk* van de vier dimensies.

Een vreemde keuze. Het alternatief, een resolute keuze voor cyber intelligence, heeft meerdere troeven. Eerste en vooral heeft een brede uitbouw van een eigen modern militaire inlichtingenapparaat ook als voordeel dat België minder afhankelijk wordt van buitenlandse expertise om risico's te detecteren die impact hebben op ons grondgebied.

Bovendien geeft dit de kans om in te zetten op een brede aanwerving van gekwalificeerd personeel. In de plaats beslist men om het personeelsbestand van het leger af te slanken naar 25.000 voltijdse eenheden, uitgestrooid over vier dimensies. Jobs, jobs, jobs?

Men kan deze investeringen in het domein van *intelligence* bovendien combineren met een versterking van het contingent elitesoldaten die inzetbaar zijn in missies die gericht zijn op conflictpreventie, wederopbouw of herstelmissies met de zogenaamde *Special Operations Forces*. België wordt internationaal gerenommeerd als zeer bekwaam in *depeacekeeping* missies waar ze aan deelneemt.

In de plaats van dat alles zoeken we 34 vliegtuigen, waarvan wellicht acht exemplaren met de modernste wapens en sensoren die op de halve seconde precies kunnen voorspellen wanneer de piloot zijn raket moet lanceren en wanneer zijn kousen in de was moeten. Op de vraag hoe die tuigen moeten bijdragen aan de veiligheid in ons land, of wat de link is tussen de inzet en het te bereiken doel, bieden de 144 pagina's van de visietekst geen antwoord.

Met de beschreven strategie kiest België om haar schaarse middelen in te zetten op aanvalstuig en doet ons land lustig mee aan het subsidiëren van de oorlogsindustrie. Maar waarom? Mee met de globale wapenwedloop, omdat de moderne retoriek terug doet denken aan de Koude Oorlog?

De keuze voor conflictpreventie en *military intelligence* zou een krachtig statement zijn naar de grootmachten en de internationale hoofdkwartieren die hier gevestigd zijn. Met gerichte investeringen in de domeinen die focussen op de takken van *defensie* in de strikte zin van het woord, zou ons land een boodschap van radicaal pacifisme uitsuren. Als bonus zouden we ons écht kunnen toeleggen op de defensietaken waar we internationaal specialistenwerk verrichten. Ook ten bate van onze partners. Maar nu kiezen we niet en dat is de verkeerde keuze.

Premier Michel argumenteert dat de visienota "2030" er voor zorgt dat België weer een "loyale" en "betrouwbare" partner wordt van de NAVO. Maar niemand lijkt een kritische noot te maken bij die doelen op zich. Het is een holle uitleg die een diffuse keuze en een incoherente visie maskeert. Een plan zonder welomlijnd doel is een gok. Een hele dure gok in dit geval, één die u en ik zullen betalen.

Knack – 08/07/2016

Aucun article équivalent en français n'a été trouvé



CONSEIL DES MINISTRES / MINISTERAAD

Marché public pour la Défense : achat de robots d'intervention pour le SEDEE

Sur proposition du ministre de la Défense Steven Vandeput, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'un marché public pour l'achat de huit robots lourds d'intervention pour le SEDEE.

Le marché public, qui sera conclu via une procédure négociée sans publicité, a trait à l'achat de huit robots lourds d'intervention. Ceux-ci remplaceront les robots lourds d'intervention existants du Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs (SEDEE). Cet achat est impératif afin de ne pas compromettre l'opérationnalité du SEDEE. Les robots d'intervention sont utilisés pour les interventions liquidation engins d'explosion improvisés). Le marché comprend en outre un contrat d'entretien pluriannuel à durée de vie du matériel.

Overheidsopdracht voor Defensie: aankoop van interventierobotten voor DOVO

De ministerraad gaat op voorstel van minister van Defensie Steven Vandeput akkoord met de opstart van een overheidsopdracht voor de aankoop van acht heavy interventierobotten voor DOVO.

De overheidsopdracht, via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, bestaat uit de aankoop van acht heavy interventierobotten. Deze vervangen de huidige heavy interventierobotten van de Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen (DOVO). De aankoop dringt zich op om de operationaliteit van DOVO niet in gevaar te brengen. De interventierobotten worden gebruikt voor de opruiming van geïmproviseerde ontploffingstuigen. Daarnaast bevat de opdracht ook een meerjarig onderhoudscontract voor de levensduur van het materieel.

Appui de la Défense à la police intégrée en vue d'assurer des missions de surveillance

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Jan Jambon et du ministre de la Défense Steven Vandeput, le Conseil des ministres a approuvé le maintien du déploiement de militaires sur le terrain, dans le cadre du protocole d'accord relatif à l'appui de la Défense au service de police intégré en vue d'assurer des missions de surveillance.

L'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) a effectué une nouvelle analyse de la menace le 22 septembre 2016. Après avoir recueilli l'avis du Comité stratégique du renseignement et de la sécurité et vu le niveau général de la menace au niveau 3, le Conseil des ministres a décidé du déploiement de 1828 militaires en rue, pour une nouvelle période d'un mois, du 2 octobre au 2 novembre 2016.

L'OCAM procédera à une nouvelle évaluation globale de la menace en vue de préparer les travaux du prochain Comité stratégique du renseignement et de la sécurité.

Steun van Defensie aan de geïntegreerde politie voor bewakingsopdrachten

De ministerraad keurt het voorstel van minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken Jan Jambon en minister van Defensie Steven Vandeput goed om de inzet van de militairen op het terrein te behouden, in het kader van het protocolakkoord over de steun van Defensie aan de geïntegreerde politie voor bewakingsopdrachten.

Het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) voerde op 22 september 2016 een nieuwe dreigingsanalyse uit. Na advies van het Strategisch Comité voor Inlichting en Veiligheid en gezien het algemene terreurniveau 3, heeft de ministerraad beslist om de inzet van 1828 militairen op straat met een maand te verlengen, van 2 oktober 2016 tot 2 november 2016.

Het OCAD zal een nieuwe algemene evaluatie van de dreiging maken als voorbereiding op de werkzaamheden van het volgende Strategisch Comité voor Inlichting en Veiligheid.

Défense : accord de coopération entre la Belgique et Eurocontrol concernant le système SAS2

Sur proposition du ministre de la Défense Steven Vandeput, le Conseil des ministres a approuvé l'accord de coopération entre la Belgique et Eurocontrol MUAC pour la réalisation du système SAS2.

Le système SEROS II pour le contrôle militaire du trafic aérien ne répond plus aux exigences fonctionnelles. C'est la raison pour laquelle la Défense a conclu un accord de coopération pour l'utilisation à distance d'un seul système de contrôle du trafic aérien. Ce système SAS2 a comme principaux avantages qu'il garantie la maintenabilité à long terme et améliore les aspects opérationnels et de sécurité aérienne.

Defensie: samenwerkingsakkoord tussen België en Eurocontrol voor het SAS2-systeem

De ministerraad keurt op voorstel van minister van Defensie Steven Vandeput het samenwerkingsakkoord tussen België en Eurocontrol MUAC goed voor de realisatie van het SAS2-systeem.

Het SEROS II-systeem voor de militaire luchtverkeerleiding voldoet niet langer aan de fonctionele behoeften van Defensie. Daarom sluit Defensie een samenwerkingsakkoord met Eurocontrol MUAC voor de realisatie van een centraal luchtverkeerleidingsysteem op één locatie. Het nieuwe SAS2-systeem geeft meer garantie op onderhoudbaarheid op lange termijn en verbetert de operationele en luchtveiligheidsaspecten.

Participation de militaires à diverses missions et opérations

Sur proposition du ministre de la Défense Steven Vandeput, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la participation de militaires à plusieurs missions et opérations.

Il s'agit de :

- l'exécution d'une campagne d'entraînement d'équipages de navires béninois au Bénin du 10 au 24 septembre avec 6 militaires ainsi qu'une campagne Maritime Capacity Building (MCB16) en mer, par le GODETIA en faveur des partenaires africains pour une période du 10 octobre au 16 décembre 2016 avec environ 95 militaires
- la participation d'un militaire belge, détaché au NATO Special Operations Headquarters (NSHQ), à l'opération Active Endeavour 2016 pendant quatre mois
- l'engagement opérationnel du chasseur de mines LOBELIA avec 35 militaires à partir de la deuxième semaine du mois d'août pour environ quatre semaines dans le cadre de l'opération de déminage "Benevolent Depolluting 2016", qui aura lieu dans la Manche au large des côtes françaises
- la formation d'une compagnie de génie pour la 31e Brigade de Réaction rapide congolaise à Kindu avec une quinzaine de militaires durant environ trois mois dans la période août – novembre 2016 et l'envoi d'une compagnie belge (environ 160 militaires) pour le coaching intégré durant l'activité de synthèse de cette formation à Kindu (environ trois semaines en novembre 2016)

Deelname van militairen aan verschillende opdrachten en operaties

De ministerraad gaat op voorstel van minister van Defensie Steven Vandeput akkoord met de deelname van militairen aan verschillende opdrachten en operaties.

Het gaat om:

- de uitvoering van een trainingscampagne voor de bemanningen van de Beninese schepen in Benin van 10 tot 24 september met 6 militairen alsook om een campagne Maritime Capacity Building (MCB16) op zee, door de GODETIA ten voordele van de Afrikaanse partners voor de periode van 10 oktober tot 16 december 2016 met ongeveer 95 militairen
- de deelname van een Belgische militair, afgedeeld bij het NATO Special Operations Headquarters (NSHQ), aan de operatie Active Endeavour (OAE) in 2016 voor een periode van vier maanden
- de operationele inzet van de mijnenjager LOBELIA met 35 militairen, vanaf de tweede week van augustus voor ongeveer vier weken, in het kader van de ontmijningsoperatie "Benevolent Depolluting 2016", die plaatsvindt in het Kanaal voor de Franse kust
- de vorming van een genie compagnie voor de 31ste Congolese Rapid Reaction Brigade in Kindu met een vijftiental militairen gedurende een drietal maanden in de periode augustus - november 2016 en het zenden van een Belgische compagnie (ongeveer 160 militairen) voor een coaching met diepe integratie tijdens de syntheseactiviteit van deze vorming in Kindu (een drietal weken in november 2016)

Marché public pour la Défense : achat de radios multi-rôle pour le Special Forces Group

Sur proposition du ministre de la Défense Steven Vandeput, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'une procédure de marché public relatif à l'achat de radios multi-rôle tactiques pour le Special Forces Group, dans le cadre de l'opération Vigilant Guardian.

Ce marché, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le radicalisme, concerne le remplacement des radios obsolètes du Special Forces Groupe (SFG) par des radios récentes multi-rôle tactiques. Le contrat sera conclu par procédure négociée via une "Letter of Offer and Acceptance" (LOA) avec les autorités américaines.

Depuis janvier 2015, la Défense participe à l'opération Vigilant Guardian (OVG) sur tout le territoire national en soutien de la Police fédérale. En cas de menace critique, le SFG est également mis en œuvre en utilisant l'ensemble de ses moyens organiques, notamment le matériel très spécifique de communication.

Overheidsopdracht Defensie: aankoop van multirole radio's voor de Special Forces Group

De ministerraad keurt op voorstel van minister van Defensie Steven Vandeput de opstart van een overheidsopdrachtenprocedure goed over de aankoop van tactische multirole radio's voor de Special Forces Group in het kader van de operatie "Vigilant Guardian".

De overheidsopdracht, die kadert in de strijd tegen terrorisme en radicalisme, bevat de vervanging van de obsolete radio's door recente tactische multirole radio's voor de Special Forces Group (SFG). Het contract wordt afgesloten door een onderhandelingsprocedure via een "Letter of Offer and Acceptance" (LOA) met de Amerikaanse autoriteiten af te sluiten.

Sinds januari 2015 neemt Defensie deel aan de operatie "Vigilant Guardian" (OVG) over het hele nationale grondgebied ter ondersteuning van de federale politie. De SFG wordt bij kritieke dreiging eveneens ingezet met gebruik van al hun organieke middelen, waaronder zeer specifiek communicatiematerieel.

Assurance hospitalisation DKV pour les pensionnés de la Défense

Assurance hospitalisation DKV pensionnés de la Défense: conditions modifiées à partir du 01.01.2010 : Plan IS+ (Medi-Card®)

Les membres pensionnés du personnel de la Défense qui avaient déjà adhéré à l'assurance hospitalisation collective de la Défense chez DKV (ex-ING) avant leur mise à la retraite, peuvent, s'ils le désirent, continuer de bénéficier de cette assurance. A partir du 1er janvier suivant la date de la mise à la retraite ou à partir du 1er janvier de l'année, si la retraite prend cours le 1er janvier :

- la prime annuelle est entièrement à charge des assurés;
- la Défense ne paie plus rien;
- la gestion de votre affiliation est assurée par l'OCASC.



Si vous avez encore des questions concernant votre affiliation ou concernant votre facture, vous pouvez toujours vous adresser à :	Pour des questions en matière de la couverture d'une hospitalisation spécifique ou questions concernant un dossier hospitalisation, vous pouvez vous adresser directement à :
<p>OCASC DS-H – Assurance hospitalisation DKV Quartier Reine Astrid - Bloc F0 Rue Bruyn 1 1120 Bruxelles Tel: 02/264.60.68 - Fax: 02/264.60.69 E-mail: hosp@cdsca.be</p>	<p>DKV Belgium N.V. Bd Bisschoppesheim 1-8 1000 Bruxelles Tel : 02/278.23.98 et 02/287.64.11 Fax : 02/278.23.97 E-mail : claims.grpi@dkv.be Website: http://www.dkv.be</p>

Hospitalisatieverzekering DKV voor de gepensioneerden van DEFENSIE

Hospitalisatieverzekering DKV gepensioneerden van Defensie: gewijzigde voorwaarden vanaf 01.01.2010 : Plan IS+ (Medi-Card®)

Gepensioneerde personeelsleden van Landsverdediging die reeds vóór hun pensionering waren aangesloten bij de collectieve hospitalisatieverzekering van Landsverdediging bij DKV (ex-ING), kunnen, indien zij dit wensen, aangesloten blijven bij deze verzekering. Vanaf de 1ste januari volgend op de pensionering of vanaf 1 januari van het jaar zelf, indien men op 1 januari gepensioneerd wordt :

- is de jaarlijkse premie volledig ten laste van de verzekerden;
- Defensie komt hierin niet meer tussen;
- wordt uw aansluiting beheerd door CDSCA.



Voor vragen m.b.t. uw aansluiting of m.b.t. uw factuur kunt u zich richten tot:	Voor vragen m.b.t. de eventuele dekking van een bepaalde hospitalisatie of m.b.t. een bepaald hospitalisatiedossier, gelieve u rechtstreeks te wenden tot :
<p>CDSCA DS-H - Hospitalisatieverzekering DKV Kwartier Koningin Astrid - Blok F0 Bruynstraat 1 1120 Brussel Tel: 02/264.60.68 - Fax: 02/264.60.69 E-mail: hosp@cdsca.be</p>	<p>DKV Belgium N.V. Bisschoppesheimlaan 1-8 1000 Brussel Tel : 02/278.23.98 en 02/287.64.11 Fax : 02/278.23.97 E-mail : claims.grpi@dkv.be Website : http://www.dkv.be</p>



Accord de remises spéciales pour les Militaires

Pour les militaires en service actif, les réductions et avantages varient en fonction du modèle. Jusque 20% de réduction sur les voitures particulières et jusque 32% sur les camionnettes.

Réduction sur le prix catalogue mais aussi sur toutes les options. Plus le « Packs Opel Fleet » valant jusqu'à 3.726,80€ HTVA.

Overeenkomst van speciale kortingen voor de Militairen

Enkel geldig voor militairen in actieve diens, kortingen en voordelen variëren per model. Tot 20% korting op personenwagens en tot 32% op bestelwagens.

Straffer nog, die korting geldt niet alleen op de catalogusprijs, maar ook op alle opties. Meer “Packs Opel Fleet” ter waarde van maximaal 3.2723,80€ excl.BTW.

Prospectus de/van GMAN, Jubellaan 82, 2800 MECHELEN – Tel : 015/43.04.30

www.gman.be

Prestations - Prestaties	Militaire en service actif / Militair in actieve dienst	P1	P2	P3
Revue MARS Tijdschrift	v		v	v
Bulletin d'information – Bericht van informatie	v	v		v
Assurance accident vie privée invalidité permanente - Verzekering persoonlijke ongevallen blijvende invaliditeit	v	v	v	v
Assurance accident vie privée décès - Verzekering persoonlijke ongevallen overlijden	v	v	v	v
Indemnité de décès - Overlijden indemniteit < 65 ans (1.250€)	v	v	v	v
Indemnité de décès - Overlijden indemniteit > 65 ans (125€)	v	v	v	v
Avis juridique vie privé - Rechtsbijstand	v			v
Défense des intérêts professionnels – Professionele belangenbehartiging	v			
Défense des intérêts individuels - Individuele belangenbehartiging	v			
Assistance aux problèmes disciplinaires - Bijstand aan disciplinaire problemen	v			
Assistance aux problèmes statutaires - Bijstand aan statutairen problemen	v			
Assistance CMAR - Bijstand MCGR	v			
Informations pensions - Pensioenen informatie	v			v
Prime syndicale - Syndicale premie	v			

Périodicité / Periodiciteit	Mb.Srv.Act. Mb.Act.Dst.	P1	P2	P3	Epouses & Partenaires Echtgenotes & Partners
Mensuel - Maandelijks	12,63 €	2,48 €	3,72 €	4,96 €	2,48 €
Trimestriel - Trimestrieel	37,87 €	7,44 €	11,16 €	14,87 €	7,44 €
Semestriel - Semestrieel	75,75 €	14,87 €	22,31 €	29,75 €	14,87 €
Annuel - Jaarlijks	151,49 €	29,74 €	44,62 €	59,49 €	29,74 €

National Syndicaat der Militairen vzw – Syndicat National des Militaires asbl
27, Rue Ferdinand Elbersstraat – Brussel 1080 Bruxelles

 02/468.27.01

 0478/36.93.50

 snmnsm@gmail.com

 www.snm-nsm.be